

**Sommaire**

- 1. Ouverture de la séance publique**
- M. Fernand Etgen, Président
- 2. 7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19**
- Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes : M. Dan Biancalana
  - Discussion générale : M. Emile Eicher - M. Claude Lamberty - M. Marc Hansen - M. Jeff Engelen - M. Marc Goergen - M. Gilles Roth
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 3. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)**
- Rapport de la Commission des Pétitions : M. Paul Galles (intervention de M. André Bauler)
  - Débat : M. Gusty Graas - Mme Lydia Mutsch
- 4. Ordre du jour**
- M. Fernand Etgen, Président (intervention de M. André Bauler)
- 5. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019) (suite)**
- Débat (suite) : Mme Chantal Gary - M. Roy Reding - Mme Nathalie Oberweis - M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : M. Marc Hansen, Ministre aux Relations avec le Parlement, Ministre de la Fonction publique - M. Paul Galles - M. le Ministre Marc Hansen - M. Michel Wolter - M. le Ministre Marc Hansen
- 6. Résolution de M. Fernand Kartheiser relative à l'organisation d'une campagne d'information au sujet de la révision de la Constitution**
- Exposé : M. Fernand Kartheiser
  - Discussion générale : M. Mars Di Bartolomeo - M. Charles Margue - M. Léon Gloden - Mme Nathalie Oberweis - M. Sven Clement - Mme Simone Beissel - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. Mars Di Bartolomeo - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. Gilles Baum) - M. Mars Di Bartolomeo
  - Vote sur la résolution (rejetée)
- 7. Résolution de M. Mars Di Bartolomeo relative au lancement d'initiatives d'information du grand public sur le devenir des modifications prévues à notre Constitution**
- Exposé : M. Mars Di Bartolomeo
  - Discussion générale : M. Charles Margue - M. Léon Gloden - M. Fernand Kartheiser
  - Vote sur la résolution (adoptée)
- 8. 7844 - Projet de loi portant modification :**
- 1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;**
- 2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise**
- Rapport de la Commission de la Justice : Mme Carole Hartmann
  - Discussion générale : M. Marc Goergen
  - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi
- 9. 7814 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Grand-Duché de Luxembourg, la Confédération suisse et la République du Pérou sur le transfert d'avoirs saisis, fait à Luxembourg, le 25 novembre 2020, fait à Berne, le 4 décembre 2020 et fait à Lima, le 16 décembre 2020**
- Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- 10. 7844 - Projet de loi portant modification :**
- 1° de la loi du 19 décembre 2020 portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière civile et commerciale ;**
- 2° de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise (suite)**
- Dispense du second vote constitutionnel
- 11. 7791 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales**
- Rapport de la Commission de la Justice : M. Guy Arendt
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 12. 7665 - Projet de loi modifiant :**
- 1° la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ;**
- 2° la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;**
- 3° la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant :**
- 1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;**
- 2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés**
- Rapport de la Commission de la Justice : M. Charles Margue
  - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 13. Ordre du jour (suite)**
- M. Fernand Etgen, Président
- 14. 7464 - Projet de loi portant modification :**
- 1° du Code pénal ;**
- 2° de la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ;**
- 3° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
- 4° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;**
- 5° de la loi modifiée du 12 novembre 2002 relative aux activités privées de gardiennage et de surveillance ;**
- 6° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**
- en vue de la mise en œuvre du règlement (CE) n° 44/2009 du Conseil du 18 décembre 2008 modifiant le règlement (CE) n° 1338/2001 du Conseil du 28 juin 2001 définissant des mesures nécessaires à la protection de l'euro contre le faux monnayage et du règlement (UE) n° 1210/2010 du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 2010 concernant l'authentification des pièces en euros et le traitement des pièces en euros impropres à la circulation
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
- 15. 7761 - Projet de loi portant modification :**
- 1° du Code de la consommation ;**
- 2° de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
- 3° de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;**
- 4° de la loi modifiée du 22 mars 2004 relative à la titrisation ;**
- 5° de la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**
- 6° de la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ; et**
- 7° de la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers**
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

- 16. 7723 - Projet de loi portant :**
- 1° modification de :**
- a) la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
- b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
- c) la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;
- d) la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;
- e) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;
- f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et de
- g) la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers
- 2° transposition :**
- a) de la directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE ;
- b) partielle de la directive (UE) 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant la directive 2009/138/CE sur l'accès aux activités de l'assurance et de la réassurance et leur exercice (solvabilité II), la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers et la directive (UE) 2015/849 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme ;
- c) de la directive (UE) 2020/1504 du Parlement européen et du Conseil du 7 octobre 2020 modifiant la directive 2014/65/UE concernant les marchés d'instruments financiers ; et
- d) de la directive (UE) 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 modifiant la directive 2014/65/UE en ce qui concerne les obligations d'information, la gouvernance des produits et les limites de position, et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/878 en ce qui concerne leur application aux entreprises d'investissement, afin de soutenir la reprise à la suite de la crise liée à la Covid-19 ; et
- 3° mise en œuvre :**
- a) du règlement (UE) 2019/2033 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant les exigences prudentielles applicables aux entreprises d'investissement et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010, (UE) n° 575/2013, (UE) n° 600/2014 et (UE) n° 806/2014 ;
- b) de l'article 4 du règlement (UE) 2019/2175 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1093/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité bancaire européenne), le règlement (UE) n° 1094/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles), le règlement (UE) n° 1095/2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), le règlement (UE) n° 600/2014 concernant les marchés d'instruments financiers, le règlement (UE) 2016/1011 concernant les indices utilisés comme indices de référence dans le cadre d'instruments et de contrats financiers ou pour mesurer la performance de fonds d'investissement et le règlement (UE) 2015/847 sur les informations accompagnant les transferts de fonds
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
- 17. 7737 - Projet de loi portant transposition de la directive (UE) 2019/1160 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 modifiant les directives 2009/65/CE et 2011/61/UE en ce qui concerne la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif et portant modification de :**
- 1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ; et de**
- 2° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs**
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
- Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Marc Hansen, Mme Sam Tanson et Mme Taina Bofferding, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

**2. 7835 - Projet de loi portant modification : 1° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction de mesures temporaires relatives à la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 et à la loi**

**Le saviez-vous ?**

**DOCUMENTS PARLEMENTAIRES**

Les projets et propositions de loi ainsi que les avis et rapports y relatifs sont publiés comme documents parlementaires qui font l'objet d'une numérotation continue.

modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 ; 2° de la loi modifiée du 24 juin 2020 portant introduction d'une mesure temporaire relative à l'application de l'article 12 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain dans le cadre de la lutte contre le Covid-19

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun de Moien ass de Projet de loi 7835, eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert ginn un de Rapporteur, den honorabelen Här Dan Biancalana. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes**

■ **M. Dan Biancalana (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeinnen a Kolleegen, beim Projet de loi 7835 geet et ëm d'Verlängerung vun engem Gesetz bis den 31. Dezember 2021, dat mer de 24. Juni 2020 am Kader vun der Pandemie gestëmmt hunn a wat duerno schonn dräimol verlängert a modifizéiert gouf. An engem éischte Moment waren dat zwee separat Gesetzter, déi awer bei där éischter Verlängerung zesummegefaasst goufen.

Als Éischt betrëfft dat besteeënd Gesetz eng temporär Ofännerung vum Gemengegesetz vun 1988. Domat gouf d'Méiglechkeet geschaaft fir d'Membere vum Gemenge- respektiv vum Schäfferot, fir iwwer Visiokonferenz un de Reuniounen deelzehuelen a matofzestëmmen oder och eng Procuratioun ze gi fir ofzestëmmen.





D'Modalitéite vun de Sëtzungen à huis clos goufe gereegelt, awer och d'Méiglechkeet fir de Public am Sall, fir d'Gemengerotssëtzungen ze suivéieren.

Wat elo dee leschte Punkt betrëfft, esou maache mer mat dësem Projet de loi eng kleng Modifikatioun, fir eng Feelinterpretatioun ze vermeiden. Déi redaktionell Adaptatioun stellt kloer, dass de Sall, an deem d'Gemengerotssëtzung stattfënnt, esou muss ekipéiert sinn, dass d'Leit am Sall och héieren, wat vun deene Membere gesot gëtt, déi iwwer Visiokonferenz bäigeschalt sinn, soudass si d'Diskussiounen an de Vott kënnen suivéieren.

An der aktueller Faassung geet an engem Saz just vum Public rieds, soudass ee kéint mengen, dass d'Effentlechkeet generell misst kënnen d'Gemengerotssëtzung suivéieren an net nëmmen déi, déi bei de Sitzunge present sinn. Dat war am Fong net d'Absicht.

D'Mesuren, déi mer hei verlängeren, betreffen net nëmmen de Gemengen- a Schännerot, och d'Reunioun vum Verwaltungsrot vum CGDIS ginn esou gereegelt, dass d'Membere iwwer Visiokonferenz kënnen dorun deelhuefen.

D'Gesetz vum Juni 2020 gesäit dann och eng temporär Ofännerung vum Artikel 12 vum Gesetz iwwert den Aménagement communal vir. Et geet hei drëm, dass déi effentlech Informationsversammlung, déi an der Prozedur vun der Adoptioun vun den Ännerunge vum PAG stattfënnt, och iwwer Visiokonferenz kann ofgehalen ginn.

Ech géif dann hei nach eng Kéier kuerz op d'Aarbechten an der Kommissioun agoen. De Projet de loi gouf de 4. Juni 2021 deposéiert. De Syvicol huet den 9. Juni e positiven Avis ofginn. De 15. Juni an de 16. Juni (veuillez lire: an de 6. Juli) koumen den Avis respektiv den Avis complémentaire vum Staatsrot, no engem Amendement vun der Regierung de 25. Juni. An de Rapport gouf den 8. Juli an der Kommissioun ugeholl.

Här President, d'Pandemie ass nach laang net eriwuer. An d'Situatioun, déi mer haut hunn, ass zwar net méi déi selwecht wéi am Juni virun engem Joer. Trotzdeem besteet awer nach ëmmer d'Gefor, dass d'Leit sech ustiechen. A soulaang ass et och sënnvoll, dës Mesuren oprechtzeerhalen, fir dass d'Reunioun weiderhi kënnen ënner beschtméigleche Konditiounen stattfannen.

Vu dass et sech hei net ëm Moosnamen handelt, déi d'Grondfräiheeten aschränken a wou ee genau muss drop kucken, dass d'Verhältnisméissegkeet stëmmt, kënnen dës Mesuren och fir méi e längeren Zäitraum a Kraaft bleiwen.

Wann een awer bedenkt, dass haut ganz vill Leit geimpt sinn a mer mat de Schnelltester aner Moeien zur Verfügung hu wéi nach virun engem Joer, kann an de Gemengeréit an och an anere Gremien erëm e Stéck Normalitéit zrëckgewonne ginn. An der Kommissioun war d'Fro och opkomm, ob d'Gemengeréit kéinte laut dem Regimm vum Covid-Check, esou wéi mer et och säit geschlechter hei an der Chamber maachen, fonctionéieren. An d'Inneministesch huet eis bestätegt, dass dëst méiglech ass. An ech mengen, dat ass och ganz gutt esou. An iwwert d'Verlängerung vun dësem besteeënde Gesetz assuréiere mer, dass eis Gemengegremien och weider kënnen fonctionéieren.

An ech géif deemno vun dëser Plaz aus och den Accord vu menger Fraktioun ginn a Merci soe fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Rapporteur Dan Biancalana.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Emile Eicher agedroen.

#### Discussion générale

■ **M. Emile Eicher (CSV).** - Jo. Ech soen dem Här Dan Biancalana e grouse Merci fir déi exhaustiv Virstellung vun dem Projet de loi. Mir hu ganz gutt Erfarunge gemaach an der Vergaangenheet an dofir si mer och fir dee Projet de loi.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Eicher. An da wär et um honorablen Här Claude Lamberty.

■ **M. Claude Lamberty (DP).** - Merci, Här President. Vu menger Säit och e grouse Merci dem Rapporteur, dem Dan Biancalana. Just ee Punkt: Ech mengen, dat ass wichteg, wat e ganz zum Schluss gesot huet: dass d'Inneministesch och eng Kéier confirméiert huet - well dat, mengen ech, ass eng Fro, déi awer ganz vill Gemengeréit betrëfft -, dass de CovidCheck och fir d'Gemengeréit zielt. Dat ass dann dat Eenzezt, soen ech emol, wat nei ass an dësem Gesetz par rapport zu deene virdrun.

Fir de Rescht, mengen ech, ass et de Fonctionnement vun eise Gemengen, deen duerch déi Verlängerung hei ka regulär stattfannen. Dat ass ganz wichteg fir dee ganze Gemengesector. Dat gesot, ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Lamberty. An ech ginn d'Wuert weider un den honorablen Här Marc Hansen.

■ **M. Marc Hansen (déi gréng).** - Jo. Villmools merci, Här President. Ech géif och dem Rapporteur Dan Biancalana Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. Och ech begreissen, dass mer, well mer nach ëmmer an der Pandemie sinn, eng gewësse Flexibilitéit bäibehalen iwwert den digitale Wee. An de Moyen, fir elo iwwert de CovidCheck d'Gemengeréit kënnen ofzehalen, ass natierlech och eng positiv Affär. Duerfir ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hansen. Da wier et um honorablen Här Jeff Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll fir unzefänken dem Här Dan Biancalana en härezeleche Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport.

Ech mengen, dat meescht ass gesot. Heimat gi mer de Gemengeréit nach zousätzlech e puer Méint d'Méiglechkeet, fir Gemengerotssitzungen iwwer Visiokonferenz ofzehalen, wa se dat wëllen. An ech ginn domat den Accord vun der ADR zu dësem Projet. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engelen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Eigentlech wollt ech et vu menger Plaz aus maachen. Mee ech hunn elo hei e puer Saachen héieren, déi ech awer da wollt e bësse méi richtegstellen. An zwar geet dat ëm de CovidCheck. Nee, Här Biancalana, guer keng Suerg, Äre Rapport ass super! Ech wollt lech dofir och Merci soen.

Et ass just esou, de CovidCheck gëtt jo net mat dësem Gesetz gereegelt. Ech hat dat jo opgeworf an der Kommissioun. An dat ass net dëst Gesetz. Et war nämlech de Problem, an dat wëll ech just richtegstellen, dass am Covidgesetz de Lapsus war, dass zum Beispill Chamber a Gemengerot net richteg definéiert waren. Dat war nämlech de Problem. An doropshin hat ech jo d'Inneministesch an der Kommissioun gefrot, well no eiser Interpretatioun wär de CovidCheck och scho virdru méiglech gewiescht.

Frëndlecherweis huet d'Ministesch dann dunn dee selwechten Dag, mengen ech, oder den Dag drop, déi Propos an de Regierungsrot matgehall. An do gesäit een, dass et eppes bréngt, wat mer an der Chamber diskutéieren. An deemtsprichend ass et am neie Gesetz op Interventioun vun der Inneministesch esou ugepasst ginn, dass d'Gemengeréit elo ganz ouni Problem an ouni Diskussioun kënnen dee CovidCheck maachen. Well wat wär dat fir en Zeechen, wa mir de Leit dobaussen de CovidCheck géifen empfeelen a selwer als Gemengeréit en net kéinte maachen? Dofir sinn ech frou, dass mer an der Kommissioun eng Kéier doriwwer diskutéiert haten an dat kloergestallt ginn ass.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert.

■ **Une voix.** - Här President.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - O! Den Här Roth!

#### (Brouhaha)

Här Roth, wannechgelift.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, dass Dir mech haut de Moien esou erstaunt oprufft. Dir hutt gemierkt, Här President, dass d'CSV, entgéint deem, wat mer soss ëmmer gemaach hunn, bei dësem Gesetzesprojet derfir stëmmt. Den Här Eicher huet den Accord ginn.

Aus engem Grond hu mer fréier dat hei net gestëmmt: Well mer eigentlech der Meenung waren, dass een an engem Gemengerot kéint per Visio deelhuefen, wann een e gesondheetleche Problem, an dësem Fall eng Covidinfektioun, hat - well fréier ass et dat jo och net ginn. Elo wësst Der, dass niewent den Impfungen, déi awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, déi kéinten hunn (veuillez lire: Elo, dat wësst Der, kéint awer de Gros vun de Leit, mengen ech, déi an de Gemengeréit vertruede sinn, d'Impfungen hunn).

Deen zweete Punkt ass deen, dass mer et richteg fannen, dass no där Diskussioun, déi mer an der Interieurskommissioun d'lescht Woch haten, d'Ministesch confirméiert huet, dass mer de CovidCheck an de Gemengeréit eigentlech d'selwecht hunn, wéi mer dat hei hunn.

Wann dat Gesetz hei a Kraaft ass, wësst Der, dass een eigentlech aus der Vakanz mat sengem Tablet nach kann eng Gemengerotssitzung matsuivéieren. Wann d'Inneministesch, wou ech dervun ausginn, dëse Gesetzesprojet via Circulaire de Gemenge matdeelt, géif ech et ubruecht fannen, och aus Respekt virun dem Amt vum Gemengeconseil, aus Respekt virun deem ieweschten Decisiounsorgan vun enger Gemeng, dass déi Recommandatioun géif gemaach ginn, dass déi Méiglechkeet, déi hei duerch d'Gesetz nach bis Enn des Joers besteet, eigent-

lech net aus Bequeemlechkeet soll gemaach ginn, mee just, wann et en Empêchement dûment motivé wier. Ech mengen, dat kéint een als Recommandatioun ginn. Et ass awer e bësse lächerlech, wann ee vun der Plage aus iwwer e PAG oder e PAP iwwer Visio matstëmmt.

Dat gesot, gi mer selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth.

An da wier et elo un der Regierung, der Madamm Inneministesch Taina Bofferding.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Da maachen ech hei elo och esou zügeg weider an deem Rhythmus. Virun allem e grouse Merci dem Rapporteur fir dee Moment de Bericht vum Projet de loi, an och alleguerten den Intervenanten. An ech fannen et ganz positiv, dass mer eis dann haut hei eens sinn an dass d'Gesetz elo unanime gestëmmt gëtt. Dat war an der Vergaangenheet jo net ëmmer de Fall. An et ass virun allem jo awer e staarkt Zeeche fir de Gemengesector, dass d'Gemengeréit an d'Schänneréit weiderhi kënnen fonctionéieren ënnert deenen Dispositionen. Dofir fannen ech et gutt, dass mer eis elo hei eens sinn.

An, Här Roth, selbstverständlech maache mer eng Circulaire, esou wéi mer dat ëmmer maachen, fir d'Gemengen ze informéieren. An ech mengen, mech nach richteg drun ze erënneren, dass dee Passus och nach am Exposé des motifs steet oder am Commentaire des articles, wéini dee Moment soll op d'Visio zrëckgegraff ginn. Dat funktionéiert jo ganz gutt. Ech kréien do elo keng Reklamatiounen eran. Ech sinn och sécher, dass dat wäert weider esou fonctionéieren. Dofir gi mer jo an d'Verlängerung. A wie weess, vläicht hu mer jo geschwënn den Avis vun der Tutelle administrative, vum Staatsrot, da kënnen mer och do kucken, inwiefern mer vläicht déi eng oder aner Dispositioun da laangfristeg wëllen en place setzen.

Op alle Fall nach eng Kéier e grouse Merci, dass mer haut da kënnen dat zesammen esou duerchhuelen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Inneministesch Taina Bofferding. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7835.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7835 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

#### (Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7835 est adopté à l'unanimité des 59 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Jean-Paul Schaaf), Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert (par M. Laurent Mosar), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Emile Eicher) et Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff (par Mme Carole Hartmann), Claude Lamberty et Mme Lydie Poler ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par Mme Simone Asselborn-Bintz), Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Dan Biancalana), Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova (par Mme Josée Lorsché), MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding ;

MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen) et Marc Goergen ;

Mmes Myriam Cecchetti et Nathalie Oberweis (par Mme Myriam Cecchetti).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

### 3. 7811 - Débat d'orientation sur le rapport d'activité de l'Ombudsman (2019)

Mir hunn haut eng Orientéierungsdebat iwwert de Rapport d'activité vum Ombudsman iwwert d'Joer 2019. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. An ech géif direkt d'Wuert un den Här Paul Galles als Rapporteur vun der Petitiounskommissioun ginn, déi dës Orientéierungsdebat ugefrot huet. Här Paul Galles, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Pétitions

■ **M. Paul Galles (CSV), rapporteur.** - Merci villmools. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech presentéieren lech also haut elo mäi Rapport zum Bericht vum Ombudsman 2019, esou wéi e gëschter vun de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Petitiounskommissioun ugeholl ginn ass.

An dat ze maachen, ass mer eng Freed an eng Eier. Et ass mer eng Eier, well et sech ëm e ganz kruziale Rapport handelt, deen d'Verhältnis tëschent den Administratiounen an de Bierger erëmispigelt an deen och an dësem Fall an an där Form, wéi d'Madamm Ombudsman e presentéiert huet, e Virbild ass un Ausféierlechkeet an Transparenz. An dat spigelt och dat exzellent Verhältnis erëm tëschent der Chamber an dem Ombudsman selwer, an ech soen dofir an eiser aller Numm e grouse Merci!

Et ass e spannenden Exercice, well et - esou wéi de Rapporteur vum leschte Joer, de Marc Goergen, eng Kéier an engem perséinleche Gespräch gesot huet -, eng Rees ass duerch d'Funktioneiere vum Staat a vun de Gemengen. Et léiert ee bei esou engem Rapport ganz vill bäi. An e puer Saache wëll ech lech herno och erzielen als Beispiller aus de Kommissiounen, wat alles diskutéiert ginn ass, wat funktionéiert oder wat vläicht och net funktionéiert.

Ausserdeem ass et awer eng Rees, déi ech aus engem ganz bestëmmte Grond ganz spannend fannen: De Souverän zu Lëtzebuerg ass d'Vollek, dat sinn d'Bierger, an d'Administratiounen stinn am Déngscht vun engem gudden Zesummeliwwen an de Rechter vun all de Leit, och vun deenen, déi komplizéiert sinn. An dat féiert natierlech och emol zu Situatiounen, wou ee gutt novollzéie kann, dass och emol Administratiounen un hir Grenze geroden. An Dir, Här Minister Marc Hansen, hat d'lescht Joer hei an der Chambersdebat och richteg gesot, dass d'Missioun vum Beamten „de Bierger“ ass an dat, wat de Bierger eigentlech brauch a wëllt.

An dofir ass et och wichteg ze soen, dass een, nieft den Administratiounen fir hir gutt Aarbecht, och de Bierger muss Merci soen dofir, dass se sech fir hir Rechter asetzen, dass se hir Rechter akloen an dass se sech bemierkbar maachen, wann eppes net esou klappt, wéi si et brauchen.

Mee et ass och richteg ze widderhuelen, dass d'Administratiounen censéiert sinn, de Leit ze äntwerten, dat an engem verstännegen Delai, verständlech an zougänglech. An dass d'Bierger an d'Biergerinnen och deen néidege Respekt vis-à-vis vun de Verwaltungen an hire Beamtinnen a Beamte brauchen, well op béide Säite Mënsche sëtzen.

Dofir ass et gutt an hëllefträich, dass et déi Institutioun gëtt, d'Institutioun vum Ombudsman, vum Mediateur.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Paul Galles (CSV), rapporteur.** - An ech hunn am schrëftleche Rapport an der Konkusioun Nummer 2 drop higewisen, wéi wichteg et ass, d'Roll vun der Madamm Mediateur richteg ze verstoen: nämlech Vermëttlerin ze sinn tëschent zwou Säiten, wou si keen A priori huet, weeder fir déi eng nach fir déi aner. Mee si steet am Déngscht vum respektvollen a mënschlechen Ëmgang engersäits an natierlech am Respekt vun de Prozeduren, de Gesetz an de Rechter anerersäits. A si ass kengem säi Feind, mee eng Bréckebauerin. An dofir gëtt et esou eppes wéi e Mediateur. Dat ass heiansdo ustrengend fir si selwer oder fir déi Betreffen, mee ech denken, dass mer eis alleguerten hei am héijen Haus eens sinn, dass d'Institutioun vum Ombudsman en onersetzlechen Deel vun enger moderner Demokratie ass.

Et ass mer aus all deene Grënn eng Eier, dëse Rapport dierfen ze maachen. Et ass mer och eng Freed, well et trotzdeem mol eng Kéier eppes Besonnesches ass, dierfe Rapporteur ze sinn, an et kéint ee sech jo bal dru gewinnen. Dofir erlaabt mer, lech elo matzehuelen op eng kleng Rees duerch de Rapport 2019 vum Ombudsman.

En ass gekennzeechent duerch zwou Besonneschheeten. Déi éischt ass, dass de Rapport ënnert de Konditiounen vun der Pandemie entstanen ass. An déi zweet ass, dass de Rapport 2019 doduerch natierlech Retard krut an zimmlech séier duerno schonn de Rapport 2020 presentéiert gouf. Et ass also e Rapport, deen inhaltlech nach näischt mat der Pandemie ze dinn huet, mee vum Entstoen hier